

Paix au Moyen-Orient:

Antagonistes devraient repenser leurs positions

par Marie Trudeau

Hier soir, au pavillon Read de l'UQAM, M. Eric Rouleau, spécialiste de la question du Proche-Orient au Journal Le Monde donnait une conférence sur les perspectives de paix au Moyen-Orient.

De nationalité juive-égyptienne M. Rouleau a présenté le problème d'une façon concise insistant sur l'extrême complexité du conflit qui dure depuis soixante ans. Selon Rouleau, des normes économiques autant que des mythes issus d'une dimension affective irrationnelle empêcheraient la résolution du conflit.

Avec la dernière évolution des événements, le Moyen-Orient n'a jamais été aussi proche de la paix que de la guerre. L'évolution des positions arabes, depuis le début de la conférence de Genève et les récentes élections du 17 mai '77 en Israël en sont la cause. D'une part par réalisme et défense de leurs intérêts, les régimes arabes actuels sont contraints de rechercher la paix. De l'autre, le nouveau

gouvernement de Bégin se refuse à rendre Gaza et la Cisjordanie à qui que ce soit.

M. Rouleau a aussi parlé du rôle des Etats-Unis dans l'éventuel règlement du conflit. M. Carter a proposé un plan d'entente aux deux parties, basé sur l'échange réciproque de concessions cruciales: 1. Les pays arabes s'engagent à assurer une paix totale pour Israël garantie par des échanges commerciaux et culturels. 2. D'autre part, Israël doit rendre les territoires conquis lors de la "guerre des six jours". (1967). 3. Reconnaissance des droits nationaux palestiniens.

Plus récemment, devant le refus de négocier du gouvernement israélien, les Etats-Unis et l'URSS ont rendu publique une déclaration commune où ils s'entendent sur des principes de règlement du conflit (parue le 1er octobre). De plus en plus donc, Israël s'isole dans son intransigeance.

Après la description du conflit, difficile considérant son extrême complexité, un débat houleux s'est développé, ma-

nifestant les passions, des parties en cause. Quelques questions moins partisans ont aussi permis de compléter et préciser les informations.

On voit clairement en examinant l'histoire de la formation de l'Etat d'Israël le rôle primordial qu'ont joué les rapports coloniaux. Il faut voir, et cela M. Rouleau l'a clairement dit que les Etats-Unis et même l'URSS ont intérêt à maintenir le statu quo au Moyen-Orient, c'est-à-dire le maintien d'un Israël fort et agressif et de pays arabes divisés et timorés dans leurs désirs d'indépendance. C'est seulement ainsi que les super-puissances peuvent jouer sur les contradictions inter-arabes pour maintenir "l'échange inégal", l'exploitation dont ils tirent une partie de leur puissance.

La paix n'est donc pas pour demain à en croire l'opinion personnelle de ce conférencier. Si vous vous intéressez à la question du Moyen-Orient, M. Rouleau donnera cette même conférence demain soir à McGill, en anglais.

Perquisition illégale:

Les audiences débutent

par François Lemieux et M.L. Carignan

Hier après-midi débutaient dans la métropole les audiences publiques de la commission d'enquête sur la perquisition qui fut effectuée dans les locaux de l'Agence de presse libre du Québec. Le président de la commission, l'avocat

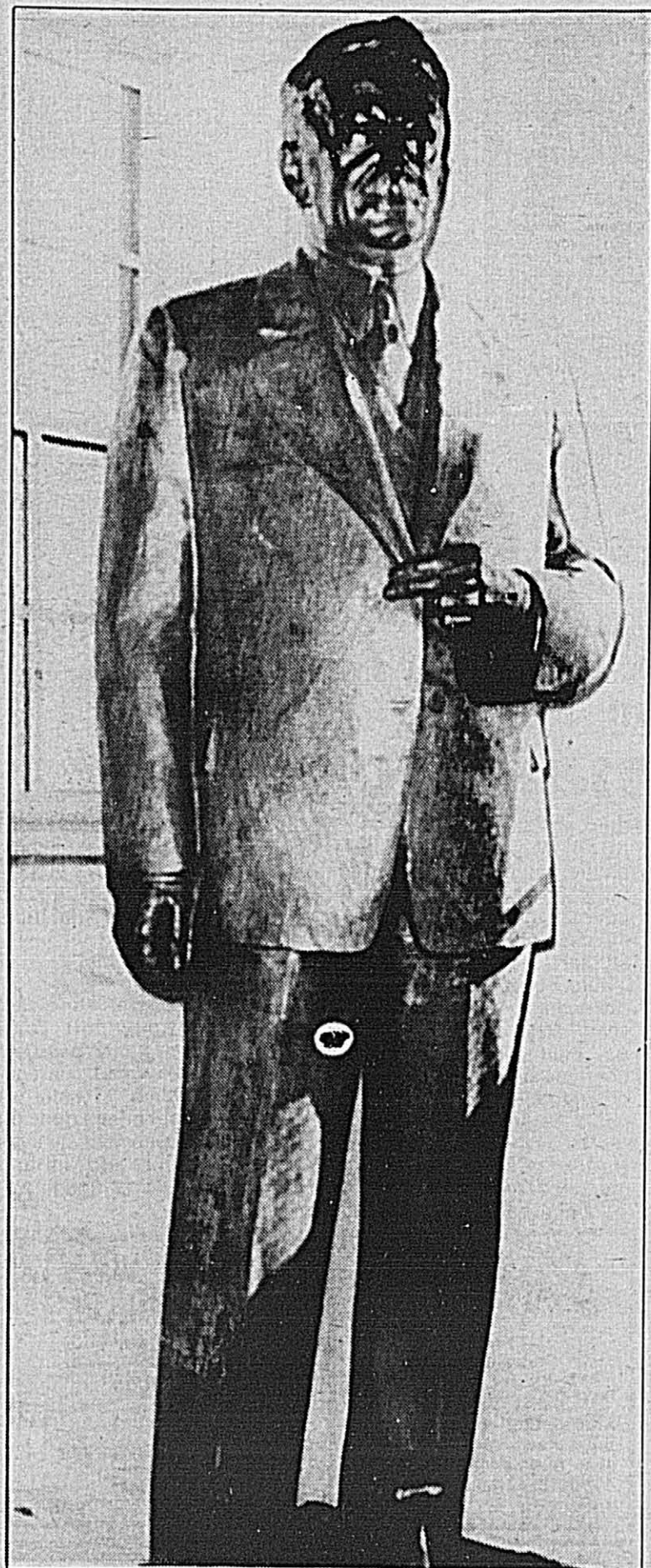
québécois Jean F. Keable a inauguré les audiences.

La perquisition illégale en question eut lieu pendant la nuit du 6 au 7 octobre 1972 et fut effectuée conjointement par la GRC, la Sûreté du Québec et la police de la CUM à l'aide d'écoute électronique. Trois policiers, soit M. Donald Cobb, Jean Coutellier et Roger Cormier ont avoué avoir autorisé cette perquisition sans obtenir de mandat. Plus tard, ils ont reconnu leur culpabilité devant un tribunal ici à Montréal. MM. Cobb, Coutellier et Cormier furent les témoins-clés. Un autre témoin important fut l'ex-gendarme Robert Samson de la GRC qui lui aussi a avoué sa participation à la perquisition.

Dans un exposé d'une heure et trente minutes, M. Keable a énoncé les divers points du mandat de la commission, l'ensemble des moyens mis à sa disposition et les précautions entourant la sauvegarde des droits des témoins. En effet, compte tenu du sujet traité, la commission ne peut

utiliser les services des corps policiers puisqu'ils sont impliqués dans l'affaire et que leur intervention entraînerait un conflit d'intérêt évident. Cependant, la commission jouit de toutes les autres prérogatives habituellement conférées aux commissions d'enquête. Quant à la protection des témoins, des dispositions ont été prises afin que leurs droits soient intégralement respectés. Les conditions dans lesquelles les témoignages seront entendus ressembleront en tous points à celles qui prévalent devant la Cour supérieure.

Avant le début des audiences publiques les trois policiers accusés avaient été libérés conditionnellement par le juge Roger Vincent de la Cour des sessions. La défense prétendait que la perquisition avait été ordonnée par crainte d'une "commémoration Violente" de la crise d'octobre lorsque le diplomate britannique James Cross fut enlevé par les terroristes du Front de Libération du Québec.



L'époque duplessiste connaît un regain récemment. Vieux thèmes ou nouvelles perspectives? Voir l'article en page 5.

Barreau du Québec:

Aucun appel de la 101

par Daniel Boyer

Vendredi dernier, un groupe d'avocats québécois a saisi le Conseil du Barreau du Québec d'une proposition voulant qu'il intervienne et appuie leur démarche pour faire déclarer certains articles de la Loi 101 inconstitutionnels.

Les articles en question s'appliquent à la langue de la justice. N'ayant pas en sa possession tous les éléments du dossier, y compris les procédures de l'action déposée en Cour supérieure, le conseil général a jugé prématuré de se prononcer sur cette question.

"Il n'y a d'ailleurs pas eu de

vote sur la proposition," a dit Maître Bergeron le bâtonnier du Québec, "et elle a été retirée." Par contre, Me. Bergeron a ajouté que la proposition serait vraisemblablement présentée à nouveau à la prochaine réunion du conseil, fixée pour le 9 décembre prochain.

Le Barreau du Québec a recommandé à la commission parlementaire sur la loi 101 de ne pas modifier un domaine ou la justice "se portait bien." Pour ce faire le Barreau a insisté auprès du gouvernement que les avocats puissent s'adresser aux tribunaux dans la langue de leur choix. De plus, les procé-

dures judiciaires pourraient être rédigées exceptionnellement en anglais, à condition d'être suivies d'une version française dans un délai donné. Finalement, la version originale des jugements doit prévaloir en cas de difficulté d'interprétation.

Me Bergeron a ajouté que les recommandations du Barreau n'ont pas été retenues dans le projet final mais qu'il souhaitait que "les objectifs louables et légitimes recherchés par la Charte de la Langue Française ne prêtent pas le flanc à des contestations judiciaires."

aujourd'hui

Synchro Swimming:

Synchro Swimming team practice and tryouts. Weston Pool, corner of Sherbrooke and Aylmer at 6:30 pm.

Flag football:

Flag football — Molson Stadium 5-6 pm. P and OT & Nurses compete against Management & Arts & Science & Engineering.

Men's Fraternities:

All U-1 men are invited to lunch today, from 12 to 2. Just drop by the Phi Kappas, 624 Prince Arthur. Hope to see you there.

McGill Armenian Club:

Office (Union room 403) will be open Monday 12 to 2 pm, Wednesday 12 to 2 pm, Thursday 11 to 2 pm. All Armenian students can drop by during these hours.

Kung Fu Club:

The purpose of our club is to have fun, to get a little exercise and to learn some sparring techniques. Feel free to come out and join us. Today's class begins at 6 in room G17 of Currie Gym. Bring loose fitting clothes.

Community McGill:

Anyone interested in working with children on a volunteer basis should visit the Community McGill office immediately, room 408 in the Union bldg. or telephone 392-8937.

Radio McGill newscasters:

Important instructional meeting of Radio McGill newscasters-to-be, to learn procedures, formats, etc. Union rm 301 at 4 pm. For info: Janet, 285-0217.

History Students Association:

General meeting, 11 am Leacock 617. All students in history courses welcome. No bag lunches or imitations of professors allowed.

Audition for Players:

Auditions for a musical comedy will be held evenings from Oct. 11-14 but you must reserve your audition time this week. Just visit the Players office on the third floor of the Union and sign up. You should have a song prepared and sheet music. If you don't have the music yourself and can't get it we will try to get it for you. For info call 392-8989.

McGill Shotokan Karate Club:

Our beginners class starts at 3 and our advanced class starts at 4:30 in the karate room of Currie Gym. Come and try us!

McGill Psychology Students' Association:

Office hours have been set up this week for all psychology students interested in finding out about the MPSA's activities. They are Tuesday through Friday, 3 to 5 pm. Our office is in the Stewart biology building, N7 / 11.

Students' Society Entertainment Committee:

A meeting will be held today, for all interested students, in room 104 of the student Union building and will commence at 7:00 pm.



Prix Victor-Morin:

J-C Germain honoré

par Paul Tremblay

La Société Saint-Jean-Baptiste décernait hier le prix Victor-Morin à l'homme de théâtre Jean-Claude Germain. Le tout se passait à la Maison Duvernay. Germain est le 15ième lauréat du prix Victor-Morin, dédié à la personne qui s'est le plus distingué dans le domaine théâtral. Jean Ducape a été l'un des pionniers de ce prix. Presque toute la gent artistique était présente, tel Paul Buissonneau, dernier lauréat du prix, et du côté politique, Gérald Godin.

Le tout a débuté avec le

discours du président de la SSJB, M. Jean-Paul Champagne, qui a donné un courte biographie de Victor Morin, pour ensuite inviter "un homme au moins aussi coloré que le lauréat: Victor-Lévy Beaulieu". L'auteur québécois a présenté le dramaturge, lequel, son tour venu, affirmait ne pas savoir qui était Victor Morin, et a continué sur une envolée politico-culturelle, soulignant l'absolue nécessité pour l'Etat de former des liens étroits avec le théâtre en particulier, et le culturel en général. L'auteur a continué en déclarant que le

Québec existait culturellement mais pas le Canada: il associe à une entente entre gérants de banque pour construire un chemin de fer entre l'Atlantique et le Pacifique.

Germain conclut en disant que le politique doit comprendre ses liens avec le culturel et qu'un parti nationaliste doit prouver et aider sa cause, Germain attend donc du présent gouvernement qu'il se tourne du côté du monde artistique et l'aide financièrement.

Buvez «Chicken-Up»

volre soupe au
poulet effervescente

j'en ai l'eau à la bouche



In your spare time...

EARN UP TO \$1000 OR MORE

Be an Authorized Sub-Agent
for the distribution of
CANADA SAVINGS BONDS
contact Vlad Pilar
McLeod Young Weir Ltd.
861-9811

FAMOUS MCGILL PIZZA
364 MILTON

Best quality lowest prices
11.00 a.m. — 2.00 a.m.
Friday & Saturday to 3.00 a.m.

TEL: 845-8011
845-8382

OFFRE SPECIALE
SPECIAL OFFER
ACHETEZ 5 PIZZAS ET PAYEZ 4
BUY 5 PIZZAS AND PAY 4
20c DISCOUNT
ON PIZZA PICKUP
20c ESCOMPTÉ SUR PIZZA PICKUP

AUTOS AVAILABLE

Toronto, Western Canada
Maritimes
(Florida - return cars only)

Montreal Driveaway
4036 St. Catherine W.
South West Corner at Atwater
937-2816

Reward

1 watch
1 diamond ring
1 cross

Lost at 100 McGregor
\$300 reward will be given to
the person who finds these
and returns them. Phone:
467-6116 between 10 am and 5
pm.

ARMY NAVY SURPLUS

- navy coats & pants
 - combat jackets & shirts
 - insulated boots
 - rucksacks & sleeping bags
 - special down parkas
- 752 Sherbrooke St. W.
across from Campus

MSEA NEEDS STAFF

Supervisors, project coordinators, interviewers, salespersons, keypunchers, office staff.

If you are interested in picking up cash in your spare time come to our info session.

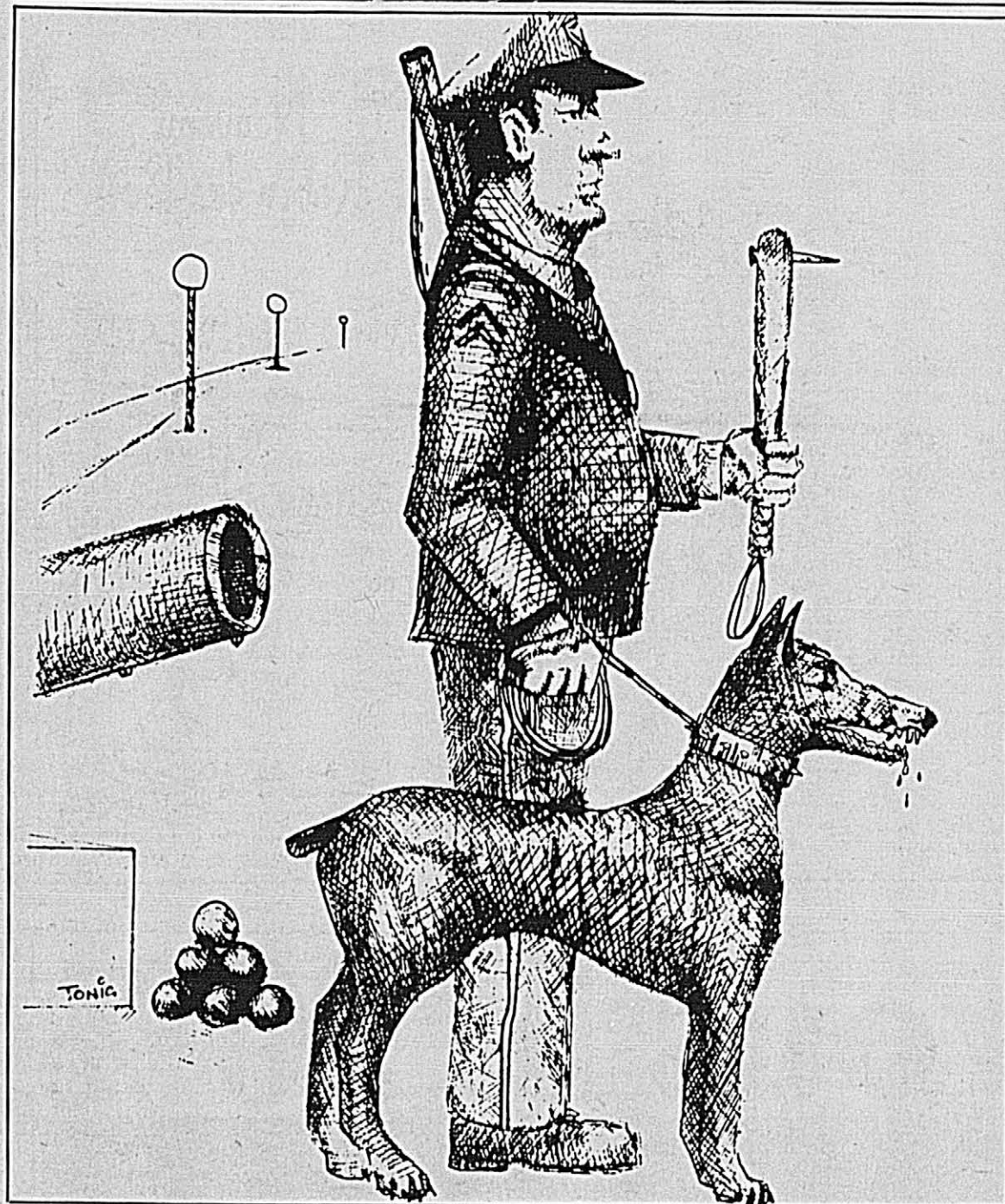
Wed. Oct. 5, 12 Noon SBB 451

MSEA

Legal Information

We can help solve your legal problem.
Union Bldg. B-20 & 21 (Basement)
5 days weekly, 10 am-4 pm
Phone 392-8918

CAMPUS LEGAL AID



Lois d'affichage:

Le Rassemblement proteste

par Jacques Lafond

Afin d'éviter "une nouvelle répression policière", le RCM a attaqué les pouvoirs que l'administration Drapeau réclame de Québec. La dénonciation, faite par le biais d'un communiqué, invite la population et les groupes populaires à se joindre au RCM afin d'éviter deux mesures qui peuvent mener à des abus anti-démocratiques.

Le communiqué souligne que le contrôle actuel sur l'affichage à Montréal est déjà excessif et les amendements demandés aux articles 521 et 1140b peuvent mener à un arbitraire. Les conséquences de l'approbation de ces amendements par le gouvernement québécois seraient:

- 1) prohiber la production, l'impression, la distribution, la pose et la vente de placards, d'affiches et de photographies (art. 521) et de circulaires.
- 2) permettre la saisie et la confiscation de tels articles en cas d'infraction. (art. 521)
- 3) permettre de poursuivre toute personne ayant participé à la production ou à l'impression de tels articles même si le travail avait été fait à l'extérieur de la ville. (art. 521)

4) créer une présomption de culpabilité où la personne impliquée est considérée comme coupable à son arrestation. (art. 1150b)

Le RCM affirme que, pour ce

parti, la libre circulation de l'information est une liberté fondamentale. Le RCM dénonce donc le geste du Parti Civique comme une série de règlements abusifs destinés à contrôler l'information.

Le Palais des congrès:

Eloignement continu de l'échéance

par Marie Louise Carignan

Au début de septembre, les documents pour la construction d'un Palais des Congrès à Montréal ont été rendus publics par le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche, M. Yves L. Duhaime. Il a dévoilé au public comment le projet a évolué jusqu'ici et ce qu'il reste à compléter avant la construction du bâtiment.

La décision d'accepter ce projet qui coûtera 60 millions de dollars avait été prise au mois de mai cette année. On s'entend à ce que le Palais aura une superficie de plus de 300,000 pieds carrés, mais à l'instant même aucune décision n'a été prise à propos du choix du site.

D'après la Chambre de Commerce du district de Montréal, le

Palais des Congrès est une nécessité pour la région. Les organisations intéressées à développer le tourisme au Québec donneront sûrement leur appui à ce projet. Pour des raisons économiques, ce sera un gros avantage pour la métropole à cause du phénomène croissant des congrès en Amérique du Nord.

Par contre, plusieurs questions ont été posées par le président de l'Ordre des Architectes du Québec, M. Jean-Luc Poulin. Il a demandé où il sera possible de situer ce bâtiment dans la trame urbaine de Montréal pour qu'il puisse remplir ses fonctions de façon efficace à proximité des nombreux services urbains. Il a suggéré d'attendre au moins un an afin de planifier le projet

Le PQ à McGill:

"Il faut informer les étudiants"

par Marie-Claude Saint-Laurent

Le Rassemblement du Parti Québécois à McGill (RPQM), groupe fondé cet été par un anglophone et officiellement reconnu par l'exécutif du Parti Québécois de St-Louis a maintenant son siège à McGill même où il entend informer et discuter avec les gens intéressés de la question politique et sociale du Québec.

Ce regroupement qui est, selon les informations de son président Randall Richmond, financé entièrement par ses membres, dont Gilles Lavoie, secrétaire général et William Gatward, trésorier pour n'en citer que deux, ne se voit pas seulement comme un pourvoyeur de documents. Toujours selon Richmond, "le RPQM a pour but d'inspirer aux anglophones une plus grande participation et un intérêt plus vif dans le domaine politique car il est primordial d'éviter une isolation totale de ce groupe dû à une non-compréhension du milieu francophone".

Le RPQM veut rester indépendant à McGill notamment du Parti Québécois de St-Louis et du Students' Society afin de préserver sa liberté d'action. C'est au travers de débats publics que les échanges importants doivent avoir lieu: "Les gens craignent leur propre opinion de peur de se faire rejeter du groupe anglophone. Avec ces débats, on espère changer l'image de McGill qui est celle d'un château-fort anglophone, représentant le pouvoir et la richesse. En effet, de plus en plus, McGill reçoit des gens de toute nationalité (dont 15% de francophones selon M. Trudeau) et il n'est plus question de parler d'homogénéité anglo-

phone au sein de McGill", de déclarer R. Richmond.

Jusqu'ici, la réaction des étudiants a été très encourageante; autant du groupe anglophone que francophone: cet été "sous la tente" érigée devant le Arts building où le RPQM tenait un mini-centre, les demandes de documents et de renseignements n'ont pas cessé. Richmond affirme même avoir vidé le P.Q. St-Louis de tout document et brochures tellement la demande était grande. On retrouve ce même enthousiasme (malgré quelques manifestations d'agressivité de temps en temps) de la part des étudiants dans le Union Building où le RPQM a une table avec documents et renseignements.

Richmond affirme: "Notre but n'est pas de convaincre ou recruter des membres pour le PQ mais plutôt d'aider les gens à se former une opinion claire et réfléchie sur la situation au Québec". Les sujets qui intéressent le plus les membres de la communauté de McGill, toujours selon Richmond sont bien sûr la loi 101 et aussi la situation économique. La fameuse question "What's gonna happen after separation" semble aussi revenir fréquemment.

Le RPQM se réunit pour la première fois jeudi, le 6 octobre à huit heures au local 430 du Union Building. Les sujets discutés seront la distribution des postes et tâches aux personnes intéressées et les projets de réunions d'information. Les prochaines réunions viseront à créer des débats publics et seront des soirées d'information ouvertes à tous.

Le Palais des Congrès à Montréal n'est pas tellement positif en vue du projet, car il affirme que ce n'est pas assez concret: le site n'est pas encore choisi et seulement quelques dimensions ont été décidées jusqu'à maintenant. D'après lui, le projet se réduit à une autre lutte entre le fédéral et le provincial.

Il faudrait espérer une entente bientôt car, comme nous expliquait M. Tremblay de la Chambre de Commerce, on perd du temps alors que des organisations qui pourraient tenir leur congrès à Montréal songent à choisir une autre ville. L'impatience ne fait que croître tandis que nous, Montréalais, attendons d'avoir un centre de congrès comme le possèdent déjà plusieurs villes américaines et canadiennes.

commentaire

Lorsque Trudeau entonnait son mlèvre "vive McGill" à Redpath Hall vendredi dernier, un groupe d'étudiants maoïstes arrosés par un fin crachin d'automne, manifestaient leur contestation de la "fraude fédéraliste de Trudeau". Les spectateurs, après avoir chaleureusement applaudi Trudeau, ont tourné leurs regards vers les maoïstes et, tout en leur jetant des oboles, leur ont scandé des idioties.

Une idiotie encore plus bête que les autres élucubrations entendues en ce jour d'ouverture d'invitation '77 était de "retournez à l'université de Montréal avec vos 20%". Ce slogan, adressé aux maoïstes autochtones de McGill, en plus d'être bête et méchant, montre la naïveté de certains étudiants qui fréquentent McGill.

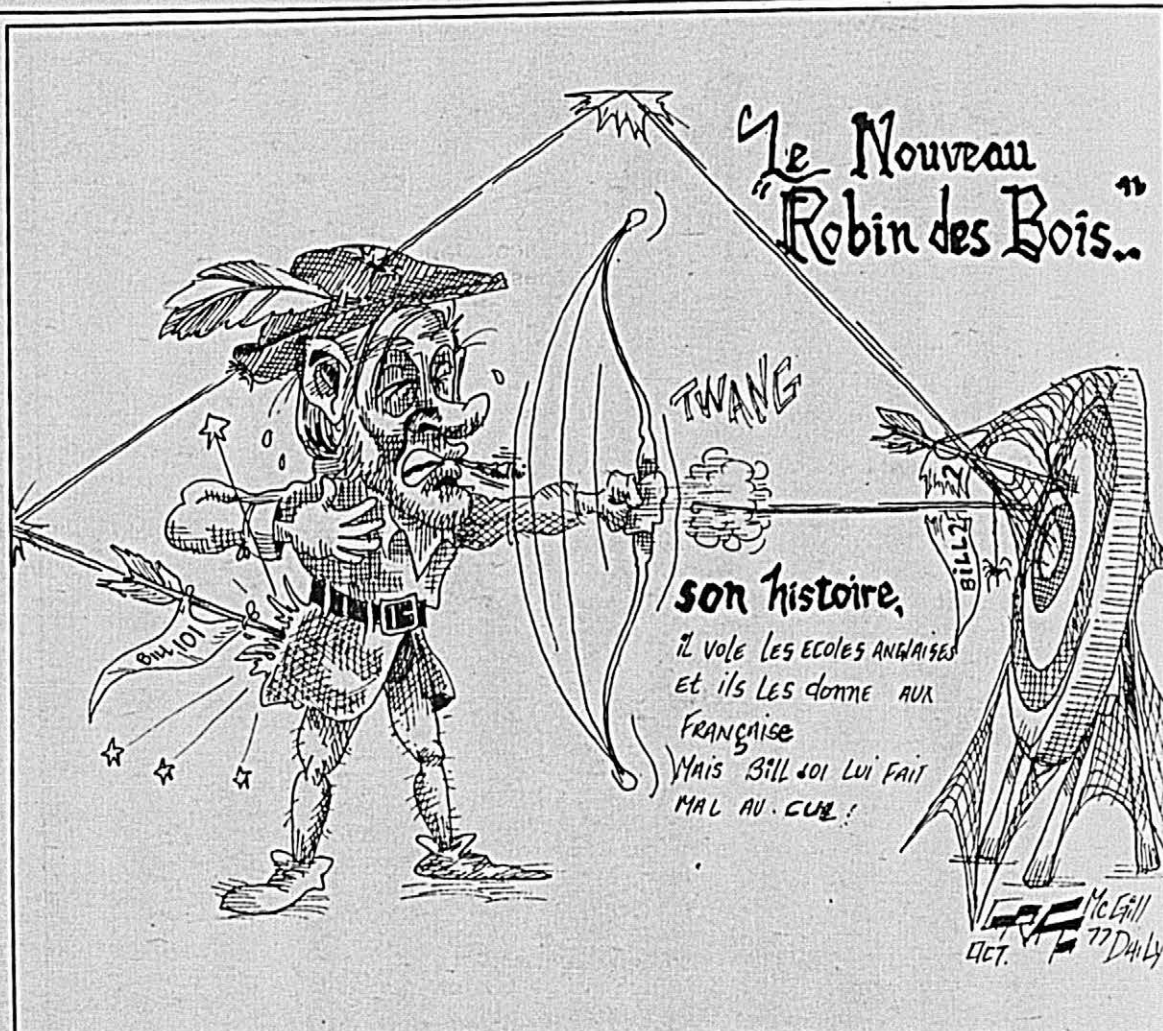
Pour un étudiant rendu au premier cycle, confondre soi-disant communistes et indépendantistes, trahit une ignorance totale de la réalité québécoise. Entendre des étudiants entonner de pareilles âneries dans une institution financée par les citoyens québécois facilite la compréhension du nationalisme étroit de certains francophones.

Mais, que ces soient exprimés dans une institution décrite par Trudeau comme "reposant sur la largeur d'esprit afin de s'adapter aux nouveaux courants et de maîtriser tout nouveau défi" est encore pire.

Les événements de vendredi exposent clairement que l'université ne reconstruit pas ses propres objectifs et que l'éducation dispensée n'a rien à voir avec la réalité objective.

L'université sert la société en lui fournissant ses cadres et plons de demain, mais ne touche même pas à une analyse concrète de cette même société. Quand l'université produit des penseurs qui ne peuvent même pas différencier entre maoïstes maboul et francophone qui réclame une patrie, c'est du joli.

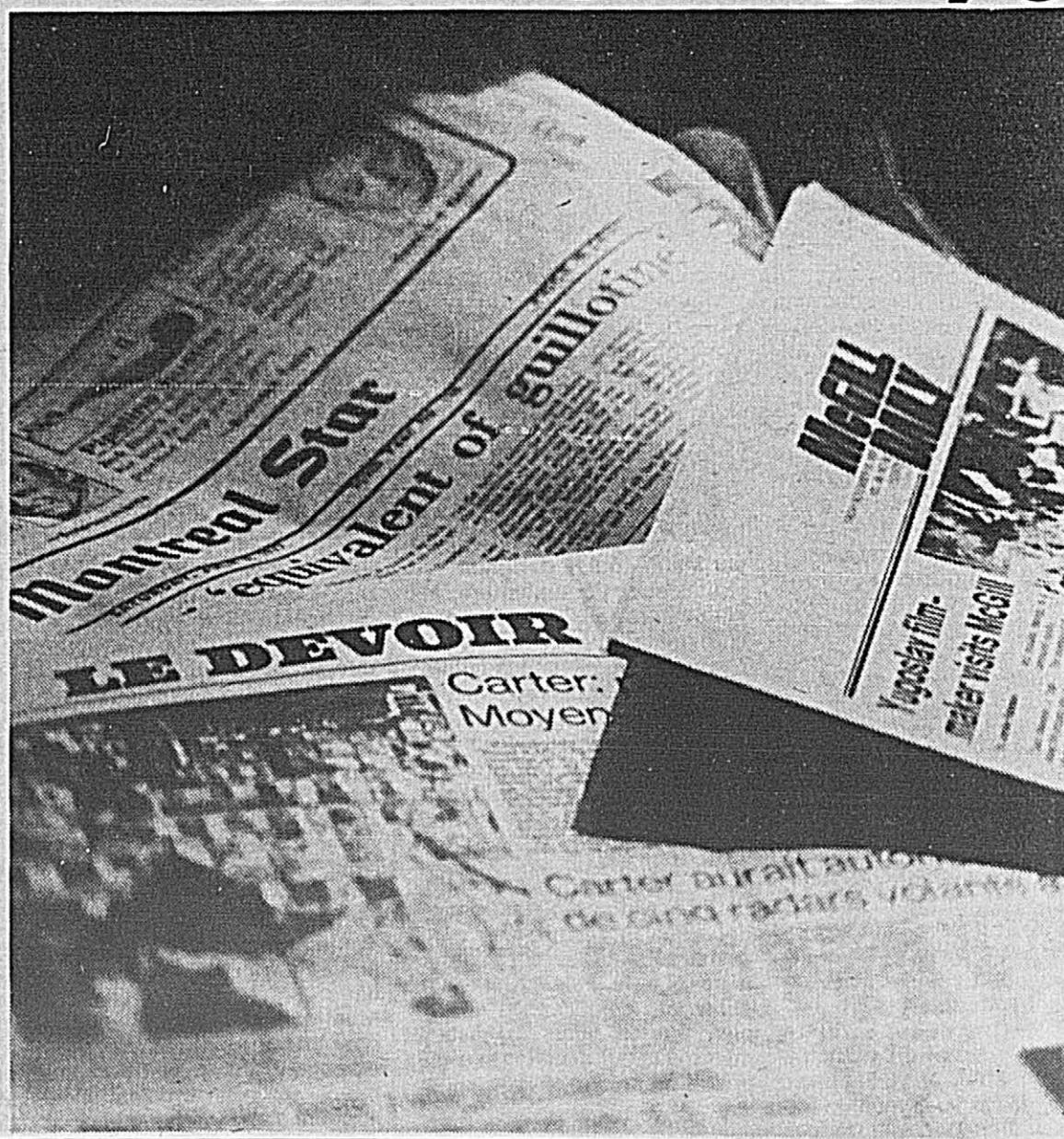
Danny Robinson
et Cécile Boyer



Où êtes-vous le 20%

D'habitude, les journaux d'opposition tels que le nôtre sollicitent des abonnés. Nous avons besoin de collaborateurs afin d'assurer le succès de l'édition française.

McGill Daily
Union B-03



Le duplessisme:

Les historiens partagés

Ceci est la suite de l'article paru le 20 septembre dernier et qui décrivait les causes politiques de la réhabilitation de Duplessis par le gouvernement Lévesque.

par Marie Poirier

Le temps est venu d'évaluer la période duplessiste. Dix-huit ans après la mort de Duplessis, les historiens commencent à se détacher de l'époque et à l'étudier de façon la plus honnête possible. Il est impossible d'étudier un sujet quand on le vit ou lorsqu'il rappelle trop de souvenirs pénibles. Pendant la Révolution Tranquille, les hommes politiques et les universitaires ont repoussé d'emblée Duplessis et la période dite de "grande noirceur", témoins d'un passé que les Québécois essayaient d'oublier.

Maintenant, les auteurs ont assez de recul pour porter une nouvelle évaluation de la période, l'étudier plus profondément et jeter la lumière sur une époque récente mais qui pose beaucoup de problèmes d'interprétation. Pour certains, le recul signifie l'oubli et deviennent nostalgiques de l'époque et on assiste à des tentatives de réhabiliter Duplessis. Le geste du gouvernement Lévesque a fait couler beaucoup d'encre et on l'a accusé de vouloir réhabiliter Duplessis, avec tout ce que le personnage représente d'autoritaire, de rétrograde.

Chez les historiens, il y a les partisans inconditionnels de Duplessis, les critiques lucides et les observateurs de l'extérieur. Ceci qualifie les trois livres majeurs parus depuis environ cinq ans sur la période duplessiste: *Duplessis et son temps* de Robert Rumilly, *La marche des Québécois* de Jean-Louis Roy et en anglais

Duplessis de Conrad Black. Assez curieusement, ce sujet si controversé n'a pas encore fait son apparition dans les revues académiques d'histoire et de sciences politiques, probablement parce qu'il est encore trop récent.

Le dernier des vrais duplessistes

Robert Rumilly a écrit en 1971 une oeuvre monumentale en deux gros volumes sur Duplessis et son temps. Rumilly, historien très productif, auteur d'une histoire du Québec d'une vingtaine de volumes, a toujours voué une grande admiration pour Duplessis. Pour donner une idée de son style, voici un extrait d'un texte écrit en 1956, dernière élection pour Duplessis et où l'opposition se regroupe. Rumilly louange les réalisations de Duplessis durant ses quinze ans de pouvoir dans les domaines de l'économie, de l'éducation et surtout un thème cher à Duplessis, la défense de l'autonomie provinciale, tout cela dans le respect des traditions: "Voilà notre vieille province plus riche, plus dynamique, plus influente et plus respectée dans la Confédération. Et la part personnelle du Premier Ministre, dans ces initiatives, est étonnante... Province sage, pénétrée de bon sens; Province rayonnante, qui élève de plus en plus haut le flambeau de la civilisation catholique et française; O ma province de Québec." (Robert Rumilly, *Quinze années de réalisations: les faits parlent*, 1956)

Dans un autre texte écrit en 1959, l'année de la mort de Duplessis, Rumilly fustige les "gauchistes" qui sont pour lui Pierre-Elliott Trudeau et les membres de sa revue *Cité Libre*, les journalistes au quotidien "socialiste" le *Devoir* et "l'in-

fâme" *Radio-Canada*. Duplessis et son temps se veut un livre d'histoire, il est donc moins polémique et partisan. Mais l'esprit reste le même. Rumilly ne cache pas ses idées réactionnaires, dans le vrai sens du mot, un retour au passé, et il est probablement le dernier représentant d'une lignée autrefois fructueuse: les historiens conservateurs québécois.

La critique fouillée

La marche des Québécois de Jean-Louis Roy s'inscrit dans un autre ordre d'idées. Rumilly veut prouver à sa plus grande joie l'immobilité de la société québécoise, Roy montre la contestation de l'ordre établi par les groupes négligés par Duplessis: les services sociaux et de santé, l'éducation du primaire à l'université, les syndicats et le patronat québécois. Ces forces dénoncent le retard du Québec dans ces domaines comme la rareté des services de santé, la situation lamentable de l'habitation dans les grands centres, l'inaccessibilité de l'enseignement secondaire et supérieur, l'anti-syndicalisme de Duplessis et sa négligence de l'entreprise québécoise. Le mouvement coopératif prend un essor à cette période car il est un moyen pour les Québécois de contrôler une partie de leur économie.

Dans ce livre, le professeur Roy s'attache aux forces qui contestent le pouvoir de Duplessis, leurs raisons et expose la situation la plupart du temps déplorable dans ces domaines. Il promet un deuxième ouvrage où il étudiera la réaction des détenteurs du pouvoir face aux pressions: la hiérarchie catholique qui possède le réseau d'écoles, d'hôpitaux et de services sociaux, le gouvernement et le parti de l'Union Nationale, les grandes entreprises et tous ceux qui retirent un profit matériel en appuyant Duplessis.

L'étude de Roy présente la période sous un jour nouveau. On a tendance à croire qu'avant 1960, le Québec était dans l'immobilité totale. Au contraire, des changements importants s'opéraient dans la société mais pas encore assez forts pour renverser le pouvoir. Certains auteurs font débiter la révolution tranquille avec la grève à Asbestos en 1949, il est certain que cet événement et ses réactions plonge le Québec dans l'ère industrielle, qu'il le veuille ou non. Les contestations faites par les groupes laissés pour compte par Duplessis sont le reflet de la pensée d'une couche grandissante de la population québécoise: la classe moyenne urbaine.

Jean-Louis Roy fait partie de la nouvelle génération d'historiens québécois. Débarassés des peurs de leurs prédécesseurs, ils peuvent étudier l'histoire québécoise sans apologie ou



Jean-Louis Roy, professeur au département d'études canadiennes-françaises et auteur de *La Marche des Québécois*.

ethnocentrisme. Ils sont surtout préoccupés par l'histoire économique et sociale du Québec, pendant les périodes où s'opèrent d'importants changements dans la société: l'industrialisation et ses conséquences: le mouvement ouvrier, l'urbanisation et les changements de mentalité causés par ces événements.

L'observateur de l'extérieur

Duplessis de Conrad Black a la particularité d'être écrit par un anglophone canadien, assez jeune pour ne pas avoir vécu les événements à l'âge adulte. Il a écrit une biographie de Duplessis où il place l'homme politique dans son contexte historique. Il est grandement aidé par l'accessibilité aux papiers personnels de Duplessis, le seul à qui la famille a donné cette permission.

Jusqu'à quel point Black représente-t-il l'opinion canadienne-anglaise sur Duplessis? Il ne doit pas y avoir de consensus sur le sujet de la part des écrivains canadiens-anglais, mais ils ont tous en commun de regarder les événements de l'extérieur. Qu'aurait été Duplessis écrit par un Anglo-Québécois de longue date? Black est favorable à son sujet: Duplessis a bien sûr des défauts, mais dans le fond, il n'était pas si terrible.

Black reconnaît la corruption du gouvernement Duplessis et son style de gouvernement autoritaire et secret mais il apprécie son pragmatisme. Il fait ce qu'il pense est le mieux pour l'essor économique de sa province, même s'il s'agit de vendre à bas prix les ressources naturelles aux entreprises multinationales. Mais Black passe sous silence l'anti-syndicalisme féroce de Duplessis et le maintien du Québec dans un retard dans plusieurs domaines.

Il reste bien des sujets à tirer au clair sur la période duples-

siste. Une étude sur le contexte international de l'époque montrerait que Duplessis n'était pas seul à être anticommuniste: le monde occidental est en pleine guerre froide et en particulier les Etats-Unis avec le sénateur McCarthy qui se livre à une "chasse aux sorcières" des communistes et prétendus tels. Le Québec, malgré son histoire particulière n'est pas unique et est influencé par les événements de l'extérieur.

Duplessis défendait l'autonomie provinciale et valorisait le Québec traditionnel: rural, français et catholique. Certains ont interprété ces préoccupations comme un refus de l'extérieur et considérer les francophones comme seuls québécois, entretenant donc des préjugés envers les minorités non-francophones. Une école récente d'historiens canadiens-anglais, interprète le nationalisme canadien-français des années vingt jusqu'à Duplessis comme une doctrine quasi-fasciste. Il est évident que le nationalisme de l'époque était réactionnaire, mais il faut le placer dans son contexte et voir les événements qui l'ont causé. La situation démographique et politique des francophones au Canada était loin d'être assurée à l'époque et il n'est pas étonnant que certains auteurs regardaient le régime français comme "le bon vieux temps!"

Chaque sujet doit être placé dans son contexte historique pour être bien expliqué. L'auteur doit aussi prendre ses distances face à son sujet. Jusqu'à récemment, ces deux conditions n'étaient pas possibles, à cause d'un tabou sur la période duplessiste par la majorité des universitaires et le public québécois. Maintenant que le sujet est passé et n'a plus autant de connotations négatives, il est temps de s'y mettre car la période est riche en interprétations différentes.



La fin ou presque:

La grève à la Robin Hood et

par Pierre Thibault

Sans garantie de conserver leur emploi, les 118 grévistes de Robin Hood Multi-Foods, à Montréal, décidaient le 19 septembre dernier de retourner au travail dans une majorité de 53 à 37, soit 63%.

Depuis plusieurs semaines, les négociations achoppaient sur le protocole de retour au travail alors que le président de la compagnie, Logan Brown, affirmait à qui voulait l'entendre qu'il n'avait besoin de d'une cinquantaine de travailleurs pour continuer la production. Le protocole de retour au travail qui fut tout de même signé plus tard contenait des clauses garantissant le rappel de tous les syndiqués dans les 3 semaines suivant la rentrée au travail, ainsi qu'une entente pour le retrait de toute poursuite tant du côté patronal que syndical.

Mais, advenant même le réengagement de tous les grévistes, rien n'empêchait dans cette entente que la compagnie décide de réduire ses effectifs comme bon lui semble. La convention collective prévoit toutefois dans le cas de mises à pied, une paie de séparation équivalente à 3 mois de salaire plus \$520.00 pour ceux qui ont au moins 12 ans d'ancienneté.

Sur la question de fond dans le conflit, les grévistes de Robin-Hood obtenaient, après 7 mois et demi de conflit, que la compagnie verse dans leur fonds de pension une moyenne de 40c l'heure d'augmentation qui avait été refusée par la Commission anti-inflation sous forme d'augmentation salariale immédiate.

Bataille contre le gouvernement fédéral et la compagnie

A l'origine du conflit, le 2 février 1977, il n'y avait pas que les 115 syndiqués de Robin-Hood mais aussi 280 meuniers d'Ogilvie, 60 de Maple Leaf et 45 de Phoenix, soit 4 meuneries situées à Montréal employant environ 500 travailleurs tous syndiqués à la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Voici des citations tirées d'un discours du président syndical à Robin-Hood, Yvon Girard, lors d'une soirée de solidarité en mars dernier, et qui explique les origines, le déroulement et les enjeux du conflit. [Unité ouvrière 5 mars 1977, p. 3]

"Nous sommes en grève pour que notre convention, signée en 1976, soit respectée intégralement... On a négocié nos conventions l'hiver dernier. Cette fois on n'a pas fait de grève. On n'a pas demandé une grosse augmentation pour nous faire couper. On a négocié 11% la première année, et 10% la deuxième année. C'étaient ces pourcentages d'augmentation que la Commission Pépin accordait dans ce temps-là. Ça n'a rien donné, la Commission nous a coupés pareil. On a attendu la décision de la com-

mission pendant 9 mois... Les travailleurs n'avaient pas oublié. C'est pour ça qu'ils ont débrayé."

Puis, Yvon Girard explique comment les 500 meuniers en sont venus à s'organiser en front commun. "Les années passées, chaque syndicat menait sa lutte tout seul contre son boss... Ça fait 10 ans qu'on essaie de faire un front commun. Cette année, contre les coupures, on a réussi à former un front commun... Les boss sont tous unis, c'est pour ça que nous autres on doit se mettre ensemble pour se battre. C'est important de faire un front commun parce qu'on est bien conscient qu'on se bat contre le gouvernement fédéral et contre la Commission Pépin."

Le président du syndicat à Robin-Hood attaque aussi la loi anti-inflation (C-73). "Depuis son entrée en vigueur, cette loi a coûté un milliard de dollars aux travailleurs canadiens. Ce milliard-là y est allé dans les coffres déjà bien remplis des compagnies. Par exemple, dans notre cas, c'est \$750,000. pour deux ans que la Commission Pépin nous vole pour les donner à nos boss. Le prix de la farine a augmenté l'été dernier en fonction des conventions négociées (NDLR. Suite aux augmentations salariales accordées par les quatre meuneries, celles-ci se sont empressées de demander au fédéral le droit de majorer leurs prix pour couvrir ces augmentations, ce qu'elles ont obtenu). Ils disent que c'est la faute aux travailleurs si les prix montent. C'est pas vrai. La vérité, c'est que nos salaires baissent et leurs profits montent! C'est pour ça qu'y faut que la loi C-73 disparaisse".

Faire sauter la loi C-73

Yvon Girard explicite l'enjeu du conflit. "L'an passé, les travailleurs du Front Commun (de la fonction publique au Québec) se sont battus et ils ont réussi à défoncer la loi Trudeau. C'est pour ça que la loi 64 au Québec ne s'applique plus. Nous autres du secteur privé, avec l'appui de tous les travailleurs, il faudrait aussi faire sauter la loi C-73. C'est pour ça qu'on veut notre 40c. On sait que si on gagne, ça va aider tous les autres travailleurs aussi."

Rappelons-nous que le gouvernement du Québec abolissait le 16 mars dernier le pendant québécois de la loi C-73, soit la loi 64. Abolissant le contrôle des salaires pour 600,000 travailleurs québécois, le gouvernement du Québec répondait aux pressions exercées par les travailleurs des secteurs public et privé et tendait l'hameçon aux centrales syndicales pour qu'elles acceptent l'invitation de participer au sommet économique de la Malbaie, en mai dernier.

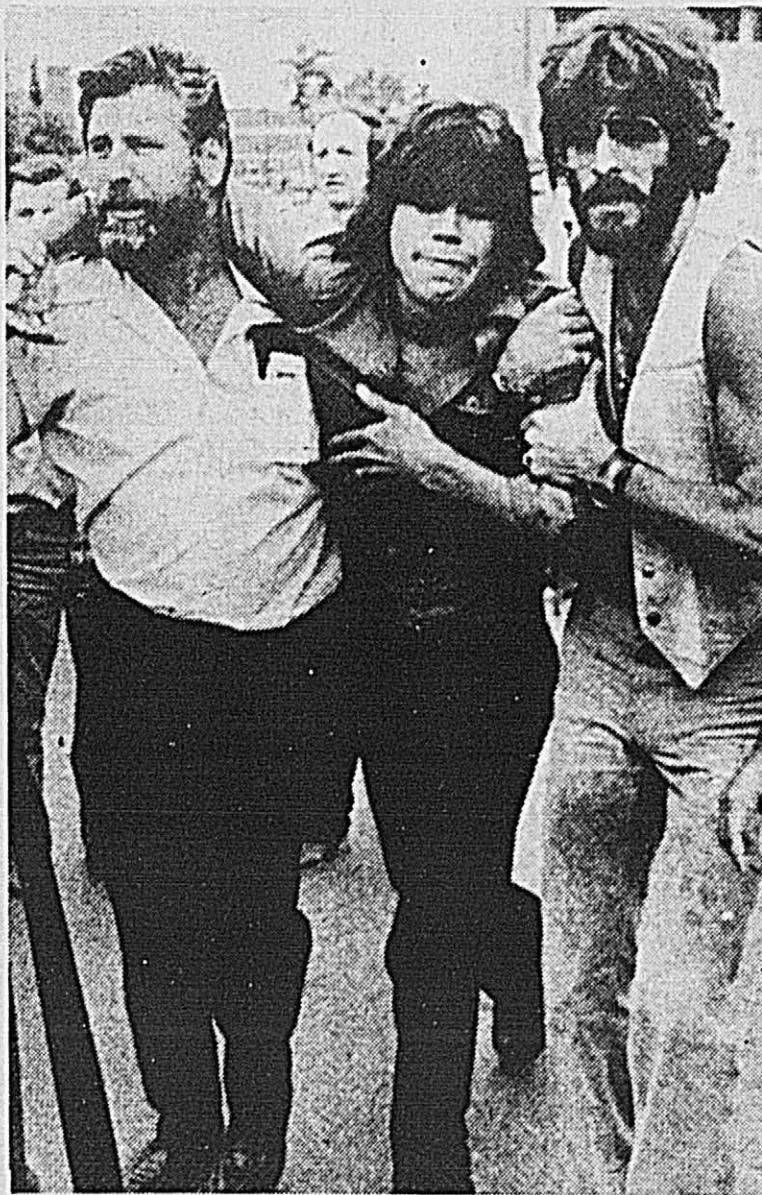
A propos du programme anti-inflation du gouvernement fé-

déral, la CSN affirme que "le contrôle des prix a été complètement abandonné par le gouvernement fédéral à partir d'octobre 1976... (et) pour la plupart des compagnies, les contrôles sur les marges bénéficiaires ne deviennent obligatoires qu'à la fin du premier exercice commencé après le 14 octobre 1976... La plupart des compagnies ne devront se soumettre aux contrôles sur les marges bénéficiaires que pendant l'année 1978 quand, de toute probabilité, les contrôles n'existeront plus!"

"Jusqu'à présent, la Com-

obtenues par Robin-Hood et Ogilvie. Des accusations d'outrage au tribunal furent portées contre des syndiqués de Maple Leaf et Ogilvie.

Au printemps, la Robin-Hood congédiait tous ses employés et proposa à certains d'entre eux de retourner au travail un par un. Cette compagnie a de plus engagé des fiers-à-bras fournis par le Bureau de détectives industriels. Cette entreprise fournissant les services d'"agents de sécurité" a pour vice-président l'ex-lutteur bien connu, Paul Leduc, qui s'était déjà distingué sur les lignes de



mission n'a que "suggéré à 300 entreprises canadiennes de réduire des bénéfices jugés excessifs totalisant un montant global de \$28 millions. Ceci est à comparer avec des coupures totales de \$450 millions qui ont été décrétées, avec des menaces d'amende, auprès de travailleurs canadiens." (Le travail, avril 1977, p. 5)

Dur et long conflit

Du début de février au 22 juillet 1977, la grève des 500 meuniers a été ponctuée de multiples "incidents" sur les lignes de piquetage ou ailleurs. Les 4 compagnies ont entrepris des poursuites diverses contre les syndiqués. Elles se sont tout d'abord plaintes que le débrayage était illégal. Des injonctions pour limiter ou empêcher le piquetage ont été

piquetage de d'autres conflits syndicaux avec des "confrères du matelas". La Robin-Hood put ainsi continuer sa production à l'aide d'une cinquantaine de briseurs de grève protégés par des lutteurs et par l'Unité mobile de la police de la CUM qui elle, était régulièrement appelée pour faire aussi passer les camions de livraison.

Chez Ogilvie, il y a eu une tentative de reprise de la production mais les grévistes réussirent à l'empêcher. Phoenix a fait passer des stocks déjà produits à travers les lignes de grévistes.

Au cours du printemps, la CSN dénonçait l'intimidation faite par les "agents de sécurité" sous forme de menaces à domicile, de bris de propriété de grévistes, de harcèlement des

piqueteurs. Elle notait aussi l'utilisation illégale par les agents de fusils de calibre .12 à canon tronçonné. La CSN dénonça aussi la police et les tribunaux de l'Etat au service des compagnies: "les compagnies refusent toujours de négocier et tentent par tous les moyens de casser la grève... elles utilisent la force de la police et se servent des tribunaux pour accentuer la répression".

A son congrès de mai 1977, la CSN décidait de lancer une campagne de soutien financier aux grévistes en demandant à ses membres de fournir 25c par semaine afin d'augmenter les prestations de grève. Des comités de soutien ont été créés dans différentes régions du Québec et sur plusieurs lieux de travail.

En cours de grève, l'ancien président de la CSN, Marcel Pépin, formula une proposition à présenter aux 4 meuneries et à la Commission anti-inflation. Selon M. Pépin, une entente sur la question en litige pouvait intervenir si les parties en cause acceptaient que le 40c l'heure d'augmentation soit versé au fonds de pension des grévistes, augmentation qui ne pourrait être retiré qu'à la retraite alors que la Commission anti-inflation ne voulait pas accorder cette augmentation ajoutée au salaire actuel.

Cette nouvelle proposition syndicale ainsi que les pressions de plus en plus fortes sur les compagnies ont fait accélérer les négociations avec Ogilvie et Phoenix. Puis, au milieu de juillet, un protocole d'entente était signé avec ces deux compagnies incluant la formule de transport du 40c l'heure au fonds de pension. Le matin du 22 juillet, les 325 travailleurs d'Ogilvie et Phoenix décidaient de rentrer au travail tout en continuant à appuyer les 175 grévistes de Robin-Hood et Maple Leaf en cotisant \$10. par semaine par membre au fonds de défense du Front commun des meuniers. Mais, un événement inattendu allait changer les choses.

8 grévistes abattus par les fiers-à-bras de Robin-Hood

Dans l'après-midi du 22 juillet dernier, environ 200 grévistes des 4 meuneries manifestaient devant la Robin-Hood. Ceux-ci tentèrent de bloquer le passage des camions à travers les lignes de piquetage. L'Unité mobile de la police de la CUM vint faire passer les camions tout en blessant 3 grévistes. Puis, l'Unité mobile dut quitter pour une autre ligne de piquetage à l'Institut Philippe Pinel.

Après un échange de menaces avec les agents de sécurité, les grévistes forcèrent la clôture d'entrée et malgré que les agents aient été protégés par des boucliers, masques et matraques, ceux-ci tirèrent plusieurs coups de fusils dans les

la solidarité

airs; une trentaine de grévistes traversa la clôture et s'empara d'un boyau d'arrosage pour asperger les gardes. Les gardes tirèrent environ une dizaine de coups de fusil de calibre .12 et 8 grévistes furent blessés aux jambes, aux pieds ou à l'abdomen. Les grévistes croyaient que les agents tiraient à blanc. Trois agents étaient arrêtés et 32 fusils furent saisis.

Quelques heures après la fusillade, la CSN formulait cinq revendications immédiates: fermeture de Robin-Hood jusqu'au règlement du conflit, retrait des scabs et fiers-à-bras, de l'usine, enquête publique sur les agissements de l'Unité mobile de la police de la CUM et sur les agissements des fiers-à-

à-bras, retrait de tout fier-à-bras et de port d'arme dans les conflits de travail ainsi que l'obligation de ne pas avoir de casier judiciaire pour les employés d'agence de sécurité. A propos des fiers-à-bras, le vice-président de la CSN, André L'Heureux déclara alors qu'il considérait que les ministères de la justice et du travail du Québec portaient une importante part de responsabilité dans l'attentat à la Robin-Hood car, la CSN réclamait leur retrait depuis plusieurs mois.

Le lendemain de l'événement, le vice-président du Bureau des détectives industriels, Paul Leduc, affirmait: "C'est malheureux ce qui vient d'arriver, mais on peut pas être des deux côtés de la clôture à la fois. On a été engagé par la compagnie, on la défend".

Répercussions de la fusillade

Après la fusillade, le ministère québécois de la justice, Marc-André Bédard, annonçait la formation d'un comité d'enquête sur les agences de sécurité. A l'Assemblée nationale, le député péquiste de Verchères, Jean-Pierre Charbonneau, est intervenu pour dire qu'"il y aurait peut-être lieu de régler, pour les conflits de travail, le type de munitions à utiliser".

Le 25 juillet, le ministre du travail fédéral, John Munro, rencontrait les représentants de la CSN à Ottawa sans toutefois convaincre ces derniers de recommander à leurs membres de retourner au travail. Le ministre ne renouvela toutefois pas le permis d'importation de farine de Robin-Hood dont celle-ci avait besoin pour continuer sa production.

Traduits en justice, les 3 agents de sécurité furent accusés d'avoir voulu blesser des grévistes avec intention (sentence maximale de 14 ans) pour voir réduit leur chef d'accusation, deux semaines plus tard, à avoir causé des lésions corporelles par négligence criminelle (sentence maximale de 10 ans).

Les 325 travailleurs d'Ogilvie et Phoenix qui auraient dû normalement rentrer au travail

si ce n'avait été de la fusillade, se réunirent une fois de plus pour décider finalement de rentrer au travail, maintenant leur appui financier aux 175 grévistes de Robin-Hood et Maple Leaf. Lors de cette assemblée, un membre de la Ligue communiste marxiste Léniniste du Canada (LCMLC) annonça le soutien de son organisation en fournissant \$500. par semaine au fonds de grève jusqu'à la fin du conflit. La LCMLC qui prônait "l'unité des grévistes des quatre minoteries jusqu'à la fin" dénonça "la stratégie pourrie de la direction réformiste de la CSN".

Fait à remarquer, que les commissions de négociation des 4 syndicats n'avaient pas de recommandations particulières à faire à cette assemblée mais, les dirigeants syndicaux recommandaient que le Front commun des meuniers poursuive la grève. Une forte majorité des syndiqués présents votèrent à main levée en faveur d'un retour au travail, cela dans l'espoir d'isoler Robin-Hood sur le marché de la concurrence pour la forcer à négocier.

Le bill 45 et le boycottage

Environ une semaine après la fusillade, le gouvernement du Québec présentait le bill 45, mieux connu sous l'appellation de "projet de loi anti-scab". Il y avait nul doute que le gouvernement du Québec se sentait pressé par les événements et se devait de répondre à une préoccupation de tous dans les conflits de travail: la présence des scabs favorisant la violence. Mais le bill 45 ne touchait pas les grévistes de Robin-Hood comme pour environ 140,000 travailleurs québécois sous la juridiction du code du travail fédéral. Le mouvement syndical québécois réclamait d'Ottawa des amendements au Code similaires à ceux contenus dans le bill 45.

Une manifestation de solidarité d'environ 3,000 travailleurs se tenait le 28 juillet pour appuyer les revendications des grévistes et s'opposer aux événements du 22 juillet.

Parce que les négociations n'avançaient pas chez Robin-Hood et que celle-ci refusait de réengager presque la moitié des grévistes, la CSN lança une campagne de boycottage qui, avec l'appui du Congrès du Travail du Canada (CTC) et de la Confédération mondiale du travail (CMT) devait prendre une dimension internationale. Déjà, la diffusion du film de la fusillade à travers l'Amérique du nord et de la nouvelle à travers le monde avaient eu un sérieux impact financier sur la Robin-Hood Multi-Foods et sa maison-mère américaine, l'International Multifoods.

Le boycottage des produits de la Robin-Hood eut un succès grandissant auprès d'importantes chaînes alimentaires du Québec, entre autres. L'exécutif

national du P.Q. s'associa même à la campagne et fit un don de \$500. au fonds de solidarité.

Le 15 septembre dernier, les 54 travailleurs de la Maple Leaf acceptaient le retour au travail dans des conditions similaires à celles de leurs 325 confrères d'Ogilvie et Phoenix. Ils ont accueilli le règlement comme "une grande victoire syndicale".

A la Robin-Hood, il y avait eu entente entre temps sur le 40c l'heure pour le fonds de pension mais des poursuites de \$1,8 millions contre la CSN ainsi que d'autres contre le syndicat et des grévistes tenaient toujours. De plus, les négociations n'avançaient pas sur la question du réengagement de tous les grévistes.

Lors de l'annonce du boycottage, Norbert Rodrigue, président de la CSN, déclarait: "Nous croyons fermement que la compagnie, en ne réembauchant pas 50 de ses travailleurs, n'a qu'un unique but: se débarrasser d'un syndicat qui mène une lutte farouche contre des représentants particulièrement obstinés de la classe de capitalistes et de leur associé, le gouvernement fédéral. La preuve est que la compagnie accepte un règlement sur l'objet de la grève mais décapite le syndicat avec 50 congédiements."

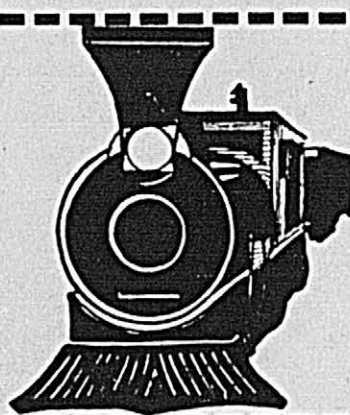
Règlement sans enthousiasme

Le 19 septembre dernier, les grévistes de la Robin Hood décidaient de retourner au travail aux mêmes conditions monétaires que les autres membres du Front commun des meuniers mais, la perspective de perdre 50 de leurs confrères syndiqués dans les semaines qui viennent, ne les enchante guère.

Deux jours avant le vote des grévistes, le président de la CSN déclarait: "Après plus de sept mois de conflit, les 115 travailleurs à l'emploi de Robin Hood viennent de faire la preuve que la solidarité agissante du mouvement syndical peut venir à bout de toutes les tactiques et de tous les moyens utilisés par les entreprises multinationales".

Pour le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal, "même si les objectifs fixés au départ de cette lutte importante contre la loi C-73 n'ont pu être atteints que de façon partielle, cette lutte aura permis de cimenter une solidarité de fer entre les travailleurs des quatre minoteries." (Unité ouvrière, vol. 1 no. 6)

Le président du syndicat à Robin Hood, Yvon Girard, affirmait après le vote de retour au travail: "J'accepte cette décision prise démocratiquement mais je suis loin d'en être satisfait. La compagnie achète ses employés qui ont pourtant plus besoin de travail que d'argent".



JEAN EXPRESS

25% Off
On All Merchandise in
Stock With This Coupon
3575 Park Ave., Suite
5302 Promenade "La
Cité"

(Next to the Royal Bank)

ATTENTION ALL 1978 GRADS

Van Dyck & Meyers Studio is the
official photographer for the Old
McGill '78 Yearbook.

Be an early bird, have your photos
taken now.

DEADLINES

Graduate photos must be taken by
Tuesday November 15, 1977 and
your proofs must be returned to Van
Dyck by Thursday December 15,
1977 in order to meet
submission deadlines for
Old McGill.



Van Dyck

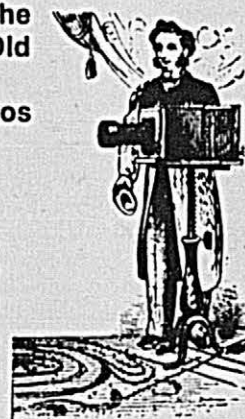
& MEYERS STUDIOS

1121 ST. CATHERINE ST. WEST - MONTREAL
HOLLAND BUILDING WEST OF PEEL ST.
Serving McGill Students since 1932.

849-7327

No Appointment
Necessary

OPEN DAILY FROM
9 a.m. to 5:30 p.m.
Thursday
until 8:30 p.m.
Closed on Sunday



Appel
de candidatures
mixtes



Fonction publique
Canada

Public Service
Canada

CARRIÈRES

La Fonction publique fédérale procède dès maintenant au recrutement de diplômés de 1978.

Les emplois offerts couvrent des domaines très diversifiés et l'an prochain, les perspectives d'emplois seront plus nombreuses en comptabilité, vérification, informatique, économie, génie et administration.

Pour obtenir de plus amples renseignements et des formules de demande d'emploi, veuillez communiquer avec le centre de placement universitaire ou le bureau régional de la Commission de la fonction publique. Les formules de demande d'emploi doivent être postées au plus tard le 13 octobre 1977.

Un examen écrit de connaissances générales est requis pour les personnes désireuses de faire carrière en administration.

Les aspirants au service extérieur doivent subir l'examen écrit du service extérieur.

Examen du service extérieur: le 15 octobre, à 9h

Examen de connaissances générales: le 18 octobre, à 19h

Pour connaître le lieu de l'examen situé le plus près de votre demeure, consultez le centre de placement universitaire.

Concours 78-4000

petites annonces

These ads may be placed in the advertising office at the University Centre from 9 am to 5 pm. Ads received by noon appear the following day. Rates, 3 consecutive insertions: non-profit-making activities & individual students' announcements — \$3.00, maximum 20 words, 15 cents per extra word; all other — \$6.00, maximum 20 words, 30 cents per extra word (even if sponsored by non-profit-making organizations).



Open to both
men and women

Public Service
Canada
Fonction publique
Canada

CAREERS

Right now the federal public service is recruiting '78 grads.

We hire all kinds of people—from marine biologists to industrial relations specialists. In the coming year, we expect to have a greater number of job opportunities for graduates in accounting, auditing, computer science, economics, certain engineering specializations and all areas of administration.

For information and application forms, see your campus placement office or your nearest Public Service Commission regional staffing office. Your application must be postmarked no later than October 13, 1977.

If you are interested in a career in any of the administrative areas, you will be asked to write a general examination.

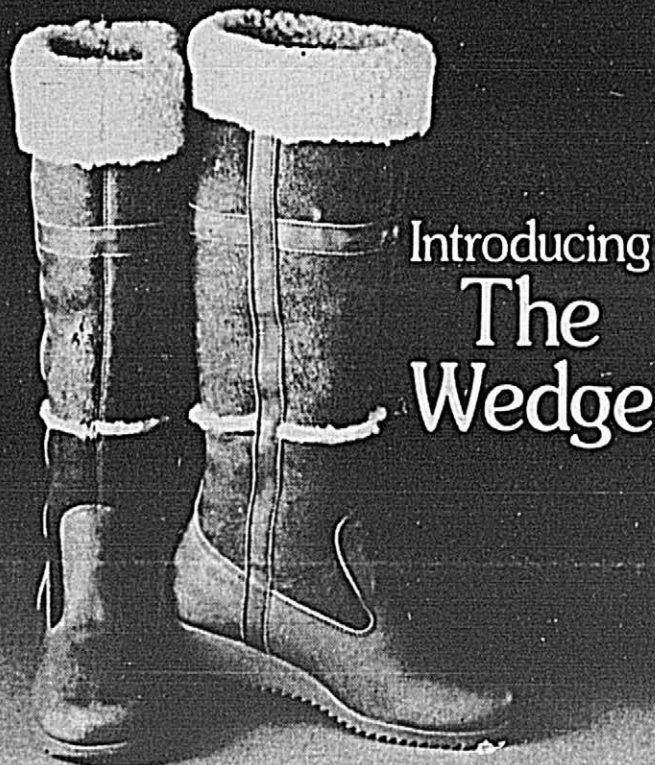
If you are applying to the foreign service, you must write the foreign service exam.

Foreign Service Exam: October 15, 9 a.m.

General Exam: October 18, 7 p.m.

Check with your campus placement office for the location of the exam centre nearest you.

Competition 78-4000



Introducing
The
Wedge

Roots goes to new heights to bring you our most comfortable sole ever... THE WEDGE. Made of durable, flexible rubber and topped off with this fall's most exciting looks in casual footwear for men and women. The Winter Root, \$95.00



Roots... handcrafted shoes and accessories
for contemporary living.

1392 St. Catherine Street West

JOBS

Field Researcher. Part-time Store surveys in Montreal and vicinity. Write: Willmark Research, 114 East 32nd Street, New York, New York, 10016, giving address, phone and available hours.

Metropolitan News, 1248 Peel St., requires general help and typist, permanent or part-time, throughout the week. Apply in person.

Wanted: Inventory Worker Person (20-30 Hrs Wk) to provide services to the Pub and also to groups with reception permits. Some heavy lifting required. Graduate student preferred. Call 392-8910.

TYPING

Professional typing. Theses, term and research papers, etc. Excellent typewriter. Competitive rates. Reliable. Please call 672-9154.

I will gladly and expertly type your theses, term papers, factum, financial statements, correspondence. Legal experience. Bilingual. Fast and accurate. IBM Typewriters. 487-4627

MISCELLANEOUS

For Rent: Rehearsal Space, 1600 sq. ft. 490 Guy, Corner of Notre Dame. 3rd Floor, bright available weekdays. Reasonable. 843-6537, 866-5241.

Four orange Tabby kittens to give away. Day 392-4936. Night 849-5003: Allan

Giving away beautiful German Shepherd (Mongol), 3-month old-puppy who needs YOU! Call Maryse 276-2342 after 7:00 p.m.

FOR SALE

Funky Ladies Clothing. Sizes 7/8, great quality, great prices. Call evenings 288-0533.

Three tickets to Canadiens hockey game, Oct. 8, vs. Boston. Ph. George 849-9945.

Volkswagen — 72 — 51,000 miles, winterized, motor in A-1 condition. Transfer — Woman owner. After 6 — \$450.00 655-8148.

Few Persian Rugs for sale (Hand Woven) Price over \$300. Tel: 937-1631. Please call after 2:00 pm.

Lady's long Raccoon coat, slightly worn, size 12. Lady's Ski Jacket and warm-up, 10. Pair of skis and poles. Ask Danielle, 366-3312.

Drafting table, 60" x 38" with Mayline ruler, adjustable heavy metal base, stool. \$260 or best offer. 731-4430.

PERSONAL

Problem? Feel you need to rap with a rabbi? Call Israel Housman: 341-3580.

Kevin Keane — Please call Angela at 285-0003. A mutual friend at M.I.T. wants me to get in touch with you.

LESSONS

Piano lessons. Experienced in adult method. Beginners, advanced. For information and interview, please phone Mrs. Payne: 487-1162.

Weaving classes, Off Loom Techniques, 10-week evening series. Wednesday or Thursday classes \$35.00 Starting October 5, 6. Call Gurney 271-9661.

HOUSING

4½ for rent, St. Lawrence and Rachel, \$135 monthly, unfurnished, heat extra. Phone 844-7408.

Female wanted to share large 4½ \$120 per month, Queen Mary Rd, Near Victoria. Call 735-1462.

Female wanted to share 4½ with same. Available immediately, Durocher and Milton. Call 284-8681, between 6-9 p.m.

Sublet Bargain! Immediate — June 30. Beautiful 3½ apt. (Sherbrooke St. Urban) 12th floor, Pool, Sauna, Balcony, only \$212. (incl. electricity) Tel. 866-2398, 288-6470.



Did you check
your ads today?

Eyes Examined

Contact Lenses

Dr. David Kwavnick, O.D.
Optometrist

Tel. 933-8700
933-8182

1535 Sherbrooke St. West
(Corner Guy)

RIB STEAK

CHOICE OF POTATO,
COLE SLAW, ROLL
AND BUTTER.

3.25

BRASSERIE
ACTE I

Les
Terrasses

Metro Level, adjacent to Eaton's.



CAREERS IN BUSINESS MANAGEMENT

Back to school. Exams. Christmas. More classes, more exams and graduation. And next...

Right now you are probably thinking about the past several years and what you have to look forward to after graduation.

While you're at it, consider the personal growth and satisfactions you could experience at Procter & Gamble — a leader in the consumer products industry. We regard training and development as our most basic responsibility because we promote strictly from within Procter & Gamble. We know of no way to train people to become managers other than to have them learn by doing.

Economics, history, psychology — our managers include diverse backgrounds. More important than your specific field of study are such basics as intelligence, leadership ability, innovativeness, and a solid track record of achievement.

Prior to on-campus interviews, representatives from Marketing, Finance, and Sales will be visiting your campus to answer questions and talk about their experiences at Procter & Gamble. Specific date, place and time will be advertised soon in this newspaper and at your placement office. The visit will be a one-day informal session in which all interested students can learn more about career opportunities in business management at Procter & Gamble.

As a first step, we invite you to visit your placement office and obtain a copy of our literature. Additional information is also available in the library file in the placement office.

Plan to be at our pre-recruiting session — no appointment necessary, drop in any time.

October 18 and 19
Samuel Bronfman Building

9 am to 5 pm
Room 4302

PROCTER & GAMBLE

